



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mercredi 20 juin 2012
Numéro 116

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

*L'armée et les camps
«résistent» à la fitna*

An Nahar (Proche du 14-Mars)

*Qui est la 5^{ème} colonne qui
paralyse l'Etat? Mikati a versé la
caution des islamistes et un 2^{ème}
groupe libéré prochainement*

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

Le retour de Fatah al-Islam

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

Mikati amadou les islamistes

L'Orient-Le Jour (Proche du 14-Mars)

*Ban appelle les 15 à s'unir
contre Damas*

Al Hayat (Quotidien saoudien)

*Abdallah II à Al-Hayat: la
situation en Syrie est ouverte
à toutes les options.
Attention à la catastrophe!*

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

*La commission électorale
pourrait proclamer la victoire de
Chafic. Mubarak dans un hôpital
militaire après la détérioration
de son état de santé*

L'événement

Syrie: Obama rentre bredouille de ses entretiens avec Poutine

Bien que les présidents américain et russe, Barack Obama et Vladimir Poutine, aient essayé d'afficher, au sommet du G20 à Los Cabos (Mexique), une position commune sur la Syrie, leurs déclarations prouvent qu'aucun accord n'a été conclu. Il est clair que Moscou et Pékin n'ont cédé sur aucun point essentiel, et que les Etats-Unis ont été contraints d'accepter de renflouer le plan de Kofi Annan et de maintenir la mission des observateurs internationaux en Syrie. L'Occident a également accepté que l'Iran participe à la conférence internationale sur la Syrie, le 30 juin à Genève.

Vladimir Poutine a réitéré les constantes russes en Syrie. «Personne n'a le droit de décider pour d'autres peuples qui devrait être au pouvoir ou pas», a-t-il estimé lors d'une conférence de presse à Los Cabos. «Nous savons bien qu'une partie du peuple syrien, représentée par l'opposition armée, souhaite le départ du président Assad, mais, primo, il ne s'agit pas de l'ensemble du peuple, et, secundo, ce n'est pas le fait de changer de régime qui est important, mais qu'après un changement de régime, qui doit être constitutionnel et si celui-ci se produit, la paix s'installe dans le pays», a expliqué M. Poutine. «Pour parvenir à ces fins, les parties en conflit doivent cesser les hostilités et s'asseoir à la table des négociations pour définir comment ils vont vivre ensemble dans un pays commun. Il faut le faire par avance, pour ne pas suivre l'exemple de certains pays d'Afrique du Nord, où les hostilités se poursuivent bien que le régime ait changé», a-t-il poursuivi, en allusion à la Libye.

La persistance des profondes divergences entre l'Occident et le couple Pékin-Moscou apparaît entre les lignes des déclarations de M. Obama. Le président américain a déclaré à Los Cabos: «Je ne suggérerais pas qu'à l'heure actuelle les Etats-Unis et le reste de la communauté internationale sont alignés avec la Russie et la Chine mais je pense qu'elles reconnaissent les graves dangers de guerre civile» dans ce pays. Le président américain a indiqué avoir dit à ses homologues russe Vladimir Poutine et chinois Hu Jintao, que «M. Assad ne pouvait pas rester au pouvoir, son régime étant accusé d'avoir massacré un grand nombre de civils». Il a reconnu que les liens historiques de la Russie avec Damas et la réticence de la Chine à intervenir dans les affaires intérieures d'autres pays freinaient un règlement de la crise syrienne. «Je ne pense pas qu'on puisse dire à ce stade que les Russes et les Chinois sont acquis à notre cause», a-t-il ajouté. Ce nouveau round de concertations entre l'Occident et la Russie s'est achevé par le maintien des observateurs internationaux, bien que Washington aient laissé entendre que leur mission pourrait ne pas être prolongée au-delà du 20 juillet. «Pour le moment, tout en suspendant ses activités, nous avons décidé de ne pas toucher à la mission, à son mandat», a déclaré le chef des opérations de maintien de la paix de l'Onu, Hervé Ladsous.

Pendant ce temps sur le terrain, les violences se poursuivent. Rien que pour la matinée de mercredi, une quarantaine de personnes, dont trente militaires, ont été tuées, en plus d'un religieux chiite assassiné par des hommes armés dans la région de Sayidé Zainab, haut lieu de pèlerinage chiite en Syrie abritant le mausolée d'une petite-fille du prophète Mahommed.

L'Orient-Le Jour

Scarlett Haddad, journaliste libanaise proche de la majorité

À mesure que l'opposition syrienne aidée par des parties libanaises devient de mieux en mieux organisée au Liban, la situation libanaise devient de plus en plus liée aux développements en Syrie. Au village d'al-Dabbabiyé, par exemple, situé sur la côte du Akkar, à la frontière avec la Syrie, des éléments armés pro-opposition syrienne se sont déployés récemment sur les collines surplombant les positions de l'armée syrienne de l'autre côté de la frontière. Il y a quelques jours, il y a eu ainsi un véritable échange de tirs entre les deux camps, pendant près de cinq heures, selon les habitants du village qui sont chrétiens et musulmans. Une bonne entente règne d'ailleurs entre eux puisqu'à la suite des dernières élections municipales, ils ont convenu d'une présidence tournante du conseil municipal, deux ans pour les chrétiens et deux ans pour les musulmans. Cette belle entente est désormais menacée, puisque certains éléments armés tirent sur les positions syriennes à partir du quartier chrétien, poussant les habitants de ce quartier à quitter leurs maisons par crainte de représailles. Simple hasard ou plan soigneusement établi? Ajoutées au dynamitage des biens alaouites dans certains quartiers de Tripoli -qui ont fait l'objet de condamnations politiques sans la moindre poursuite judiciaire-, ces actions peuvent difficilement être classées dans la rubrique des dommages collatéraux. Elles visent probablement à créer un environnement confessionnel favorable à l'opposition syrienne et à la mouvance islamique. D'autant que si l'armée libanaise avait les coudées franches dans la région, les habitants ne se sentiraient pas menacés. Il y a quelques jours, les forces sécuritaires avaient ainsi arrêté à Halba deux personnes appartenant à la mouvance islamiste transportant des armes. Aussitôt, des éléments armés ont bloqué les grands axes routiers du Akkar et, à cause de la pression politique et populaire, les deux personnes ont été relâchées. C'est dire que les forces de sécurité, pourtant plus puissantes militairement parlant, sont neutralisées par une sorte d'équilibre politico-confessionnel qui paralyse leur action. Même situation dans le jurd de Ersal (à la frontière syrienne avec la Békaa) où après la mort d'un trafiquant à Kherbet Daoud, le chef de la municipalité du village a appelé les habitants à s'armer alors qu'une réunion se tenait pour constituer une milice «chargée de défendre» la localité.

As Safir

Le président de la République, Michel Sleiman, poursuit ses concertations préliminaires pendant le délai qui nous sépare de la prochaine réunion du dialogue national, le 25 juin, qui sera consacrée à l'examen d'une stratégie nationale pour profiter des aspects positifs des armes de la Résistance, ainsi que la question des armes l'intérieur et à l'extérieur des armes. Le chef de l'Etat a reçu à cet effet, loin des caméras, des représentants des Forces libanaises (Joseph Nehmé), du Parti syrien national social (le ministre Ali Kanso), du Hezbollah (le chef du bloc parlementaire du parti, Mohammad Raad), du courant des Maradas (l'ancien ministre Youssef Saadé), les députés Michel Pharaon et Michel Murr. Il poursuivra ses contacts dans les prochains jours avec tous les participants à la table du dialogue. Les entretiens portent sur les moyens d'amorcer les débats sur les points inscrits à l'ordre du jour et sur la nécessité de mettre en ouvre les décisions prises lors des précédents rounds du dialogue, concernant le désarmement des Palestiniens à l'extérieur des camps et l'organisation des armes palestiniennes dans les camps. Selon des milieux proches de la présidence, Michel Sleiman proposera, dans son intervention lundi prochain, une conception de la stratégie de défense basée sur la formule de Edeissy (lorsque l'Armée libanaise a affronté l'armée israélienne en août 2010, ndr). C'est-à-dire que la décision de la guerre et de la paix soit aux mains de l'Etat libanais, après la consécration de la doctrine militaire de l'armée, dans le cadre d'une complémentarité avec la Résistance.

ILS ONT DIT...

Nabih Berry, président du
Parlement libanais

“ Ce qui se passe à l'intérieur des camps de réfugiés palestiniens est extrêmement dangereux et inquiétant. Il est inadmissible de porter atteinte au moral de l'Armée libanaise qui a défendu et protégé les Libanais et les Palestiniens de l'ennemi israélien. Je crains l'existence d'un complot visant à entraîner les camps de réfugiés palestiniens sur la voie de la fitna.

Cheikh Naim Kassem, secrétaire
général adjoint du Hezbollah

“ Contrairement à l'autre partie, nous sommes disposés à discuter de la stratégie défensive et nous n'avons pas peur de le faire. Les armes de la Résistance ont un caractère dissuasif face aux menaces israéliennes contre le Liban. Sans ces armes, le pays serait faible. Nous voulons un Liban fort. Si Israël n'a pas attaqué le Liban depuis 2006, c'est grâce du paramètre de la force de la Résistance.

Boutheina Chaabane, conseillère
du président Bachar al-Assad

“ Le principal objectif de la politique occidentale à l'égard de Damas est de renverser le régime laïc en Syrie et de rayer ce pays de la liste des Etats dotés d'une armée puissante. Il y avait trois Etats laïcs dans la région: la Syrie, le Soudan et l'Irak. Le Soudan est actuellement divisé en deux Etats, et une invasion a été déclenchée contre l'Irak. Maintenant, les Etats occidentaux et leurs alliés régionaux cherchent à détruire le régime laïc en Syrie.

Samir Geagea, chef des Forces
libanaises (14-Mars)

“ Il n'est pas permis de laisser le pays dans cet état de putréfaction qui ronge tous les domaines. Ce pourrissement affecte la souveraineté, la sécurité, l'électricité et la situation économique en général. Cela confirme l'absence totale du gouvernement et son incapacité à gérer les affaires publiques et celles de la population.

Trois ministres européens des A-E au Liban

Trois ministres européens des Affaires étrangères, le Bulgare Nikolaï Mladenov, le Polonais Radoslaw Sikorski et le Suédois Carl Bildt, sont attendus au Liban en fin de semaine. Leurs entretiens avec les responsables libanais porteront sur la situation en Syrie. Les trois ministres se rendront ensuite à Bagdad puis «quelques heures» à Erbil.

Sept islamistes libanais libérés de prison

Sept islamistes libanais détenus depuis cinq années sans jugement dans le cadre des événements de Nahr el-Bared ont été libérés hier de la prison de Roumié. Deux autres islamistes ont également bénéficié de la remise en liberté, mais le premier devra encore rester en prison pour un mois et demi parce qu'il est arrêté dans une autre affaire, et le second, qui se trouve dans un cas similaire, sera relaxé dans trois jours.

Prise d'otages à Toulouse

Un homme se réclamant d'Al-Qaïda a pris des otages mercredi dans une banque de Toulouse, dans le sud-ouest de la France, et a exigé la présence de l'unité d'élite de la police. L'homme a tiré un coup de feu et pris en otages quatre personnes, dont le directeur de la banque. La ville de Toulouse a été le théâtre en mars des tueries de Mohammad Merah, un jeune jihadiste qui avait semé la terreur en tuant 7 personnes, dont trois militaires, avant d'être abattu le 22 mars par le Raid.

Al Akhbar

Radwan Mourtada, spécialiste des mouvements islamistes sunnites

Les principaux militants islamistes recherchés par la justice libanaise n'ont pas quitté définitivement le camp palestinien d'Ain el-Héloué. Il est apparu qu'ils avaient seulement procédé à un déplacement tactique. Les responsables qui sont allés en Syrie se sont répartis les tâches dans le projet du «jihad pour soutenir Ahl el-Sunna» (les sunnites). Certains ont rejoint les rangs de la «révolution syrienne» en tant que cadres supérieurs, alors que d'autres sont revenus avec une mission bien définie, qui consiste à réorganiser militairement Fatah al-Islam et à recruter de nouveaux membres. L'argent est disponible, ainsi que la scène du Jihad. Les informations indiquent que ces militants travaillent sous la bannière du Front al-Nosra et ont juré de «régler leur compte au Rafida (nom donné par les extrémistes sunnites aux chiites, ndlr).

Tous ces développements se déroulent dans le camp d'Ain el-Héloué, bien que l'ambiance ne soit pas très différente dans les autres camps de réfugiés. Des sources dignes de confiance font état de l'arrivée dans les camps d'un nombre important de militants venus de plusieurs pays arabes. Ces «étrangers», comme on les appelle, sont des émissaires d'Al-Qaïda, chargés de restructurer l'appareil militaire du mouvement, qui a été adoubee par l'organisation mère. Le repris de justice, Haitham S., est récemment revenu à Ain el-Héloué, en compagnie d'un autre libanais, après l'avoir quitté il y a deux mois. D'autres militants sont restés en Syrie, où ils occupent des responsabilités militaires et opérationnelles. L'un d'eux a été blessé et certains sont basés dans la campagne de Damas.

Des informations en provenance de l'intérieur du camp indiquent que Haitham S., qui a dirigé les rescapés de Fatah al-Islam, occupe le poste d'émir de l'organisation ressuscitée, secondé par un ressortissant yéménite. Il est revenu avec d'importants moyens financiers, utilisés pour lancer un vaste mouvement de recrutement. Au Liban-Nord, la situation n'est pas moins dangereuse. Les groupes salafistes actifs au sein de la révolution syrienne, basés au Nord, ont gagné le territoire syrien ces derniers jours pour participer aux combats. Ils ont comme instruction de résister jusqu'à l'expiration du feu vert donné par la Russie au régime syrien afin qu'il lance une vaste offensive militaire. Une grande partie de ces combattants sont intégrés au bataillon salafiste Al-Farouk, actif à Homs. Ils sont préparés à faire face à l'énorme puissance de feu que l'armée syrienne pourrait utiliser dans le cadre de cette offensive. Par ailleurs, avec l'intensification des combats à Qoussair et Zabadani, des centaines d'insurgés pourraient fuir vers le Liban. Des structures d'accueil ont été mises en place pour les absorber et leur fournir les moyens d'être opérationnels à partir du Liban-Nord.

An Nahar

Sarkis Naoum, journaliste libanais proche du 14-Mars

Des sources libanaises, arabes et régionales bien informées, assurent que l'Iran et l'Amérique sont parvenus, il n'y a pas mal de temps déjà, à un accord de principe sur le dossier nucléaire, qui a même été paraphé. Des proches de la République islamique affirment qu'une entente de principe a bien eu lieu sur ce dossier, précisant que des responsables iraniens et américains se sont rencontrés à plusieurs reprises en Irak et en Afghanistan. Les mêmes sources précisent que l'arrangement concerne uniquement le dossier nucléaire et non pas les autres questions litigieuses entre les deux pays, avec à leur tête la crise syrienne.

Selon ces sources, il reste maintenant aux Etats-Unis de convaincre les «pays concernés» de cet accord. Ces pays sont, entre autres, la Russie, la Chine, l'Arabie saoudite et la Turquie. Cela signifie qu'il leur faudra régler les dossiers internationaux en suspens avec Moscou et aplanir les obstacles existant entre les Etats concernés.

Certes, la Russie peut avoir une influence auprès de ses alliés arabes et sans doute sur la Turquie. Mais il en est autrement pour ce qui concerne la Russie et la Chine. Il apparaît donc que l'Iran cherche un règlement international aux problèmes de la région, avec la participation aussi bien de ses adversaires que de ses amis.